

BICAM HABA Dominique

- Demeure : Commune RUBAVU, GIBALI
- Résidence : c/o BRAHIMA KIGALI
- Fonctions occupées : - lors de l'octroi du prêt : Agent de la BNR
- actuellement : agent de la BNR

1. Présentation du dossier

1.1. Date de signature du contrat (ouverture du crédit) : 01.08.78

1.2. Objet : Achat d'un véhicule utilitaire (taxi minibus de marque TOYOTA DYNA)

1.3. Montant : 1.380.000 Frw

1.4. Durée : 2 ans

1.5. Taux d'intérêt : 9 % l'an

Ce taux a été porté à 13 % à partir du 01.03.80, puis à 17,4 % à partir du 01.05.80. Dans le calcul des intérêts, seul le taux de 17,4 % semble avoir été utilisé et ce pour les mois de Juillet et Août 80.

1.6. Taux d'intérêt sur taux : 1 point au pourcentage au-dessus du taux d'intérêt ordinaire (soit 10 % l'an). Ce taux a été porté à 4 points à partir du 01.03.80.

1.7. Caution compensatoire : 16.800 Frw (1)

1.8. Commission d'ouverture : 1 %, soit 13.800 Frw

1.9. Frais de dossier : 350 Frw

51.030 Frw retenus à la source sur le montant du prêt.

1.10. Déblocage des fonds : Virement de 1.380.70 (soit 1.380.000 - 31.030) sur compte de l'intéressé en date du 15.08.78.

1.11. Modalités de remboursement : Tableau d'amortissement en 24 mensualités constantes de 65.374 Frw matriculé à sur des billets à ordre allant du 01.09.78 (1^{re} échéance) (2) au 31.08.81 (dernière échéance).

.../...

(1) La caution compensatoire qui, normalement, vient en remboursement du principal à l'échéance du crédit (dans notre cas le 01.08.81) n'a été prise en compte que le 24.05.81.

(2) En réalité, ce prêt a été accordé pour une durée allant du 15.09.78 au 15.08.80 (délai de grâce de 15 jours).

1.12. Garanties : - Véhicule financé

- Souscription à une assurance omnibus avec transfert d'intérêt au profit de la CER.

1.13. Contribution personnelle : Plutôt que d'exiger un apport personnel, la CER a débloqué un montant légèrement supérieur au montant de la facture proforma (1.545.000 Frw) estimée le 10.07.78.

2. COMPTAISSEMENT

2.1. Calcul de la mensualité : Le montant de la mensualité a été calculé de la manière suivante :

2.1.1. Calcul de la première année

$$\text{L'annuité constante est telle : } \frac{784.107}{a_{219}} = 1.380.000 \frac{1}{\text{Frw}}$$

$$\text{avec } a_{219} = \frac{1 - (1 + i)^{-n}}{i} = 1,75211186$$

a_{219} est la valeur actuelle de 1 Frw versé une fois par an pendant deux ans en fin de période au taux de 9% l'an.

$$\text{mensualité : } \frac{\text{annuité}}{12} = \frac{784.107}{12} = 65.374 \text{ Frw/mois}$$

$$- \text{en Intérêts : } \frac{9 \times 1.380.000}{100} = 124.200 \text{ Frw/mois, soit } 10.350 \text{ Frw par mois}$$

$$- \text{en Capital : } 65.374 - 10.350 = 55.024 \text{ Frw/mois.}$$

2.1.2. Calcul de la deuxième année

Capital initial	:	1.545.000
Reboursements effectués en 1978 :	:	- 560.745
Capital restant à rembourser	:	1.012.257

$$\text{Intérêts : } \frac{9 \times 1.012.257}{100} = 91.100 \text{ Frw/mois, soit } 7.591 \text{ Frw/mois}$$

$$\text{Nouvelle mensualité en principal : } 65.374 - 7.591 =$$

$$57.783 \text{ Frw/mois}$$

2.1.3. Calcul du dernier versement

Capital initial	: 1.300.000
Versements théoriques 1ère année :	- 650.288 (12 x 55.024)
Versements théoriques 2ème année :	- 634.986 (11 x 57.726)
Dernier remboursement en capital :	84.736 Frw
Reboursement des intérêts :	7.648 Frw
Dernière annualité :	<u>92.374 Frw</u>

2.1.4. Intérêts des deux derniers mois (partie à la majoration du taux d'intérêt)

Le taux d'intérêt a été porté de 9 à 17,4% pour les deux dernières annualités. La partie d'intérêt a été calculée sur le solde restant dû en capital au début du 24ème mois :

• Amortissement relatif à la 23ème annualité :	97.746
• Dernier versement en capital :	84.736
	<u>142.452.-</u>

Intérêts : $\frac{142.452 \times 17,4 \times 90}{100 \times 360} = 4.152 \text{ Frw/mois}$, soit 2.066 Frw/mois,

montant repris au titre de remboursement des intérêts pour les 23ème et 24ème annualités (voir fiche individuelle). Dans cette optique, le nouveau montant des intérêts mensuels sur les 2 derniers mois aurait dû être :

$$7.648 \text{ Frw/mois} + \frac{142.452 \times (17,4 - 9)}{100 \times 12} = 7.648 + 997 = \\ 8.645 \text{ Frw/mois.}$$

La CAR s'est contentée de 2.066 Frw/mois !

... / ...

Situation du prêt

	1.000.00 (chance)	1.000.00 (d'assiette du prêt)	31.03.84
Capital restant dû :	1.000.000	983.969 (1)	983.969
Intérêts ordinaires :	72.964	72.964	72.964
Intérêts moratoires :	7.100	6.776	752.224
Prat divers :	1.100	1.100	1.100
	<hr/>	<hr/>	<hr/>
	1.149.264	1.171.049	1.610.257

La date du 31.03.84 le Tribunal de cassation a condamné M. BICARD à verser à la date du 17.03.84, montant que la Cour d'Appel a rendu à l'encontre de le 10.03.84.
Le montant arrêté par la Cour d'appel a été obtenu comme suit :

Capital restant dû (à la date de liquidation du prêt)	: 983.969	= 1.056.993 Fr
Intérêts ordinaires	: 72.964	
Intérêts moratoires (au taux annuel) : 1.000.000 x $\frac{10}{100}$	= 100.000	<hr/>
		1.162.526 Fr

La différence entre ces deux sommes, soit 162.526 Fr, représente la majoration des intérêts moratoires calculée au 31.03.83. La Cour d'appel a rejeté la majoration des taux d'intérêt ordinaire et moratoire, en estimant valoir qu'une anticipation n'a pas été faite par l'entrepreneur qu'il a fait au 3 mois (= 90 jours) anticipé dans le contrat d'entrepreneur, ainsi, a-t-il été décidé de s'en tenir aux taux annuels de 9% l'an pour l'intérêt ordinaire et 10% l'an pour le taux débiteuseur. La Cour d'appel se dit cependant avoir ignoré la faute de l'entrepreneur en calculant les intérêts moratoires sur une année (360 jours) au lieu de 955 jours (du 10.03.80 au 31.03.83), ce qui aurait donné un montant de :

$$1.056.993 \times \frac{10}{100} \times \frac{955}{360} = 108.774 \text{ Fr}, soit une différence de 108.774 Fr au niveau de la C.R.$$

... ...

(1) Ce montant tient compte du règlement qui intervient le 14.05.84 au titre du dilonge de la maitrise des travaux (= 1.000.000 + 15.000).

OBSERVATIONS

en matière de droit, les deux difficultés se posent dans l'ordre de la
fiscalité suivante :

- au 19.05.70 (avènement du capital) : (avènement déclaré) :
 - 9 % pour le capital placé à la date de la
dation, soit 100.000 francs.
 - 10 % sur le capital placé à la date de la dation et
intérêts correspondants.
- au 1.0.70 (avènement fiscal) : (avènement déclaré) :
 - intérêt, depuis plus de 10 ans jusqu'à la date et non
après au taux fixé et indiqué dans l'avis.
- après l'avènement déclaration de l'état du dossier en justice) :
 - cessation de calcul des intérêts (échéances et/ou moratoires).

La fiscalité d'A pellé de tout droit, il est de l'avis que les deux intérêts sont
peut-être d'une valeur forcée le deuxième, mais il n'a pas pu être pourvu
en énumération.

Il existe entre le véritablement de la situation et ce qu'il y a de police
d'imposition opinion triste en force, alors il faudra faire un effort distinct renseigner
la CCI.

Est-il raison ? Nous préférons ne pas nous prononcer dessus, le
tribunal va trancher.

3. Rectification de la comptabilité

Il résulte des calculs effectués sur la date pour déterminer la
remunérabilité constante à payer (55.371 fr.) par notamment :

- le versement au titre de re-boursement de la partie due en raison
de l'art 704.187, ce qui implique que ce versement soit imposé
au tiers, soit au compte du notaire ou à son nom à l'intérieur d'une
unité.
- la part des amortissements de l'ensemble des parts rémunérables sont
constantes, alors que le capital versé au cours des années 1968 et 1969
est en progression géométrique (versant initial 100.000 francs, versant
final), tandis que les intérêts, qui sont sur la partie de capital
restant à verser donc en diminution,

- La date d'émission des billets contre remboursement de crédit a été fixée au 01.08.78; ce qui signifie que, avec les remboursements à terme faits, les fonds sont versés à la date d'échéance du crédit, le 01.08.78 ! Cette date ne correspond pas à la date d'ouverture du crédit (date de signature du contrat = 01.07.) et au fait de mise à disposition effective de fonds (01.08.).
- Jusqu'à présent, lorsque le versement est fait (le 1er de chaque mois ou le 1er au 10.08) au bout de plus de 15 jours (11 jours en réalité) a été accordé un intérêt sur le versement des mensualités. Il y a dans ce cas un risque à gérer pour le dit (échéant au prêt avant ce délai et même tard) qui devrait être donné lieu à l'ajustement (à la hausse) de la mensualité. Cependant, les rapports montrent de constater que cela n'a pas été (malgré les prévisions) compensé par le fait que la banque n'a traité pas de versements de remboursement effectifs des versements faits par le créditeur.

Sur ce plan, les ajustements doivent être rectifiés pour rectifier la dernière mensualité lorsque cette dernière date de versement coïncide avec celle de la date de remboursement des mensualités échues la première fois pour que le prêt commence de nouveau à un taux tout d'un capital et intérêts si plus, en dépit des exigences réglementaires mentionnées :

- Valeur acquise à intérêts simples (à la fin du 1er état de 7 mois) =

$$V(1 + rn) = 1.300.000 + (1.300.000 \times 1,12\%) = 1.384.000 \text{ Frw}$$

- Versements accrus par la BCI = $(69.374 \times 1) + 69.374 = 1.595.976 \text{ Frw}$

soit une différence de Frw 12.474 représentant les intérêts sur l'année du total des versements effectués par la BCI jusqu'en 1.78, c'est-à-dire Frw 360.243.

La mensualité réelle qui aurait dû être versée est la suivante :

$$1.300.000 = z/12 \cdot \frac{1 - (1 + r_{12})^z}{1},$$

$$\text{avec } r_{12} = (1,00)^{1/12} - 1$$

$$x/12 = \frac{1.380.000}{21.966.970} = 62.822,60 = 62.822$$

avec : première échéance : 01.03.73
dernière échéance : 01.03.80

En fixant la date de la première échéance au 15.03.73 (au lieu de la dernière au 15.03.80), il fallait rectifier la méthode d'évaluation ci-dessous comme suit :

$$\text{soit } 1.380.000 (1,0072073)^{11/12} = \frac{1}{1+i_{12}} \cdot \frac{1-(1+i_{12})^{-24}}{0,0072073}$$

$$\text{soit } x'/12 = 62.822,60 \cdot (1,0072073)^{11/12}$$

$$\text{Ce qui donne } \frac{x'}{12} = 62.988$$

avec : première échéance : 15.03.73
dernière échéance : 15.03.80.

2.4. Conséquence : taux réel de l'opération

En percevant une commission d'ouverture de 1.000 Frw et des frais de dossier, soit Frw 550 et en bloquant une caution compensatoire (restituable au moment du versement de la dernière échéance) égale à 16.880 Frw, et en exigeant le versement d'une amende constante de Frw 65.474, la CCR a effectivement mis à la disposition du créditeur un montant de Frw 1.348.970 ; ce qui donne un taux effectif annuel de 11,44% calculé à partir de l'équation suivante :

$$1.348.970 = (1+i_{12})^{-11/12} \cdot 65.574 + \frac{1}{1+i_{12}} + 48.494 (1+i_{12})^{-24}$$

$$\text{ou } 1.348.970 = (1+i_{12})^{-11/12} \cdot 65.574 \cdot \frac{(1+(1+i_{12})^{12})^{24}}{i_{12}} + 48.494(1+i_{12})^{-24}$$

Le taux réel annuel $i_{12} = \frac{11,44\%}{12} = 0,95\%$, ce qui donne un taux nominal annuel de 12,97%.

le taux réel de 14,44% si l'on se rende effectivement compte que l'ensemble de l'opération de crédit et le client avait honoré tous ses engagements.

5. Rectification de la dette

- La C.G.I accorde un délai de grâce de 15 jours au moins pour la sensibilité ramenée au 04 (date de la signature des documents) au 15 auquel jour aurait dû être de 62.964 Frs au lieu de 61.127. Nous avons cependant maintenu la sensibilité calculée au 04 de chaque mois sauf que la C.G.I ne tient pas compte de la date-valise des versements effectués sur le crédit; aussi, référence a-t-elle été faite aux 3 pôts sur lesquels la date individuelle de prêt.
- Les versements effectués sont effectués au cours d'un court laps de temps non précisé à la date courante non, dans l'opéra ménage : d'abord les intérêts sur le capital, puis les intérêts sur capital et enfin le principal. Le reliquat éventuel vient compléter une moindre fois la prochaine versement au cas où celui-ci ne couvrirait pas la sensibilité finale.

Situation créée par la C.G.I

	au 15.06.54	15.07.54	15.08.54
Capital	1.000.000	948.741	948.741
Intérêts ordinaires	72.964	72.964	72.964
Intérêts moratoires	70.224	6.77	70.224
Divers	1.100	1.100	1.100
	1.072.224	1.027.505	1.027.505

Situation corrigée (approximative)

	au 15.06.54	15.07.54	15.08.54
Capital	948.741	948.741	948.741
Intérêts ordinaires	56.77	56.77	56.77
Intérêts moratoires	56.77	509.787	159.787
Divers	-	-	-
	1.054.284	1.087.505	1.127.505

... / ...

4.6. Application des nouveaux taux d'intérêt

Le taux d'intérêt de 13 % que la CCI a voulu appliquer au prêt consenti à M. BICUMBAKA (lettre du 13 décembre 1979) n'a jamais figuré sur les grilles des taux affichés jusqu'ici devant par celle-ci, il en est de même du taux de 17,4 % qu'elle a voulu appliquer au même prêt à partir de mi 1980 (lettre du 5 avril 1981); ce taux concerne en fait les prêts personnels, celui appliqué à ce montant aux réts pour achat d'un véhicule était de 13,8%. En outre, nous savons d'après l'une des deux lettres n'ont pas été recommandées et le délai de notification n'a été que de 86 jours pour la première et de 7 jours seulement pour la seconde alors que le contrat prévoit 15 jours. C'est à ce jour pour laquelle la Cour d'appel n'a pas reconnue la validité de ces lettres, encore que l'on voit difficilement qu'il aurait pu les avoir jamais reçues.

4.7. Remarques sur la gestion du dossier

Comme le montre le tableau donnant la situation du crédit, le service du Crédit qui n'est probablement pas au courant de la décision du Tribunal - ce qui dénoterait un manque de concertation - n'a ni ajusté le montant des intérêts moratoires ni modifié le taux d'intérêt de 21,4% (17,4% + 4%) appliqué à ce prêt.

Puis encore, l'on peut se demander si la CCI, qui en avait de continuer à calculer les intérêts moratoires, ne communiquait au service Juridique de la CCI cette chose qu'il faut sans tarder à faire constater par le Tribunal ; le calcul des intérêts moratoires ayant alors été arrêté et à continuer si le Tribunal l'avait précisément expressément dans l'arrêt. Il convient de noter ici que de fait le jugeant, l'on peut estimer qu'il y a eu effectivement un remboursement de 150.000 Frw.

Enfin, l'on voit que la CCI n'aurait pas le mal de constater l'encaissement du prêt, la position de la Cour d'appel, et ce qui concerne les modifications des taux d'intérêt, risque de rendre nécessaire une réécriture de la décision de la Cour de cassation qui n'a guère rencontré de succès jusqu'à présent.

.....

RECUPERATION DE LA DETTE

Vo = 1.380.000

 i₁₂ = 0,00720725 (9% 1^{er} an) (1) n = 24

Époque date	Mensualité échue	Capital échu	Int. Ord échus	Vrst	Capital échu et non payé	int. Ord échus et non payés	Total échu et non payé	Intérêts Moratoires (10%)	PM(Vrst non utilisée)
15.09.78	62.823	52.877	9.946	65.374	-	-	-	-	2.551
15.10.78	62.823	53.258	9.565	65.374	-	-	-	-	5.102
15.11.78	62.823	53.642	9.181	65.374	-	-	-	-	7.653
15.12.78	62.823	54.028	8.795	65.374	-	-	-	-	10.204
15.01.79	62.823	54.418	8.405	65.374	-	-	-	-	12.755
15.02.79	62.823	54.810	8.015	65.374	-	-	-	-	15.306
15.03.79	62.823	55.205	7.618	-	55.205	7.618	62.823	-	-
				25.148	25.148	-	2.369	186	-
15.04.79	62.823	55.603	7.220	-	77.470	7.220	85.192	-	-
				21.706	65.670	-	65.670	531	-
15.05.79	62.823	56.003	6.820	-	119.694	6.820	126.493	-	-
				15.350	111.694	-	111.694	931	-
15.06.79	62.823	56.407	6.416	-	168.101	6.416	174.517	1.454	-
15.07.79	62.823	56.814	6.009	-	224.915	12.425	237.340	3.432	-
15.08.79	62.823	57.223	5.600	-	282.138	18.025	300.163	5.933	-
15.09.79	62.823	57.636	5.187	-	359.774	13.212	362.986	-	-
				65.374	305.545	-	305.545	2.530	-
15.10.79	62.823	58.051	4.772	-	361.596	4.772	366.368	5.585	-
15.11.79	62.823	58.469	4.354	-	420.064	9.126	429.191	9.160	-
15.12.79	62.823	58.891	3.932	-	478.956	15.058	493.014	15.260	-
15.01.80	62.823	59.823	3.508	-	538.271	16.566	554.837	17.884	-
15.02.80	62.823	59.743	3.080	-	598.014	19.646	617.660	23.031	-
15.03.80	62.823	60.173	2.650	-	650.167	21.796	666.463	26.702	-
15.04.80	62.823	60.607	2.216	-	718.794	24.512	743.306	24.896	-
15.05.80	62.823	61.044	1.779	-	779.630	26.291	806.129	41.614	-
15.06.80	62.823	61.484	1.339	-	844.522	27.630	844.952	48.630	-
15.07.80	62.823	61.927	896	-	905.249	28.526	931.775	56.395	-
15.08.80	62.823	62.372	451	-	965.621	28.977	994.598	56.395	-
				16.080	948.741	28.977	977.718	56.395	-
	1.507.752	1.380.000	127.752	536.684					
18.03.83					948.741	28.977	977.718	509.787	1.287.505
6.05.84				150.000	948.741	28.977	977.718	509.787	1.287.505

) . Le programme actuelle CER utilise le taux proportionnel mensuel $\frac{i}{12} = 0,0075$, ce qui bien entendu aboutit à une mensualité légèrement supérieure (63.045) à la notre.

. Nous avons utilisé quant à nous le taux équivalent i_{12} . Deux taux correspondant à des périodes de capitalisation différentes sont dits "équivalents" lorsque, pour une même durée de placement, ils conduisent à une même valeur acquise à intérêts composés.